

Songeon

PATRIMOINE

Le président du musée revient sur sa fermeture

HÉTOMESNIL Après près de quarante ans d'existence, le musée de la vie agricole et rurale de la Picardie verte se résout à la liquidation judiciaire, faute de financement.



Le musée d'Hétomesnil avant sa fermeture.

Le tribunal de commerce de Beauvais a été saisi. Derrière cette procédure sèche se referme une aventure collective vieille de quatre décennies, portée par des agriculteurs, des artisans et des bénévoles

qui n'auront pas suffi à sauver ce qu'ils avaient bâti ensemble.

UNE AVENTURE NÉE DE LA TERRE, EN 1985

Tout commence par une fête. En 1984, une manifestation intitulée « *Campagne en fête* » rassemble plus de 20 000 personnes à Hétomesnil sur deux jours l'étincelle qui donnera naissance, l'année suivante, à l'idée d'un musée. Porté par la chambre d'agriculture, la chambre des métiers et rejoint par la MSA et le Crédit Agricole, le projet prend corps grâce, aussi, à un geste simple et universel : celui des agriculteurs partant à la retraite qui refusaient de voir leurs outils finir à la ferraille. « Il y avait une demande des agriculteurs de l'époque qui partaient à la retraite et qui ne voulaient pas envoyer la ferraille leurs outils », se souvient Dominique Lacour, président du musée.

De ces dons accumulés entre 1985 et 1987 naîtra une collection de 12 500 pièces : tracteurs, charrues hippomobiles, une salle de classe du début du XXe siècle reconstituée pièce par pièce, et jusqu'à deux corbillards.

LA COVID, LA PREMIÈRE FISSURE

Pendant plus de trente ans, l'association vit sans heurt majeur. « Jusqu'en 2020, ça marchait, c'était bien, il n'y avait pas de problème », résume son président. Puis vient la pandémie, qui « a tout foutu par terre ». Le chômage technique, les confinements successifs, une reprise en pointillés en 2021 puis 2022, avant un sursaut plus franc en 2023 : le musée tanguait mais tient.

L'année 2024 porte le coup suivant. Les salariés démissionnent en bloc, laissant la présidente de l'époque seule avec quelques services civiques. « Elle a maintenu le *Maïs Aventure*, mais elle a arrêté toutes les autres activités, sauf la visite du musée bien sûr. »

Un directeur général est embauché en novembre 2024 pour reprendre la barre — mais un cancer, diagnostiqué en mai 2025, l'écarte définitivement, au moment même où le nouveau président prend ses fonctions et découvre que le site, propriété de la Communauté de communes de la Picardie verte (CCPV), est déjà mis en vente.

L'IMPOSSIBLE APPORT DE 150 000 €

La suite s'écrit dans l'urgence. Un compromis de vente est signé en octobre 2025 entre la CCPV et un couple d'acheteurs ; le musée doit quitter les lieux avant le 26 avril. Commence alors une course contre la montre : une ferme à Grandvilliers réclame 50 000 € d'aménagements, un ancien site industriel jusqu'à 150 000 € de mise aux normes des sommes hors de portée pour une association qui n'est que locataire.

Un corps de ferme, celui de monsieur et madame de Saint-Aubin, semble enfin correspondre au projet, avec l'espoir d'adosser au musée une activité de gîte et de location de vélos. Mais le financement bancaire, sur un coût total de 420 000 €, exige un apport de 150 000 €. Un courrier est alors envoyé aux 88 communes du territoire pour solliciter leur participation :

« Nous avons reçu trente-quatre réponses dix neuf étaient négatives. À ce moment là c'était terminé la CCPV ne voulaient plus nous suivre. »

Le président dit comprendre ces refus, dans un contexte de sortie d'élections municipales et de finances communales exsangues.

Joris Da Silva.